



# Pour une autre répartition des richesses...

Le gouvernement a annoncé le 24 août des mesures censées réduire « le déficit de la France ».

Les organisations syndicales CGT, Cfdt, UNSA, FSU, Solidaires en dénoncent le caractère injuste et inéquitable.

La facture est principalement supportée par les salariés et les consommateurs. Le gouvernement ne remet pas en cause les niches fiscales dont on sait qu'elles n'ont aucune efficacité économique et sociale. La contribution des plus hauts revenus reste symbolique et n'est pas de nature à réduire les inégalités.

**Une autre répartition des richesses pour relancer la croissance est incontournable.**

En respectant les impératifs de développement durable, réduire les inégalités et maîtriser les déficits, une politique, favorisant le développement économique, industriel et social. Une politique industrielle coordonnée au niveau européen, des services publics de qualité.

**Cela appelle aussi des mesures urgentes :**

- **Abandonner la taxation** des complémentaires santé ; supprimer les exonérations et la défiscalisation des heures supplémentaires ; conditionner toute aide publique à son efficacité sociale et économique, aux politiques sociales dans les entreprises.

- **Mettre en œuvre** la taxe sur les transactions financières.

- **Faire de l'emploi**, en particulier celui des jeunes, une priorité. Stopper les suppressions d'emplois

dans la Fonction publique.

- **Soutenir le pouvoir d'achat** notamment des plus bas revenus et réouvrir les négociations salariales dans les entreprises et la Fonction publique pour réduire les inégalités notamment entre les femmes et les hommes.

**Les organisations syndicales estiment indispensable l'intervention des salariés pour peser sur le gouvernement, le patronat, les débats parlementaires en cours et à venir.**



Elles décident d'une journée nationale d'action interprofessionnelle le **mardi 11 octobre 2011**.

Partout, le débat sur le contexte, les enjeux et les modalités (*manifestations, rassemblements, arrêts de travail, etc.*) est nécessaire pour construire cette journée.

**Les moyens financiers existent et la dette ne souffre pas des dépenses, mais surtout du manque de recettes :**

– **170 milliards d'euros** d'exonérations fiscales et sociales et différentes aides aux entreprises

– **2 milliards d'euros** de cadeaux aux plus riches par la suppression de l'ISF  
– 210 milliards d'euros de dividendes versés en 2010 par les entreprises non financières, équivalent à un tiers de la totalité de la masse salariale des entreprises

– **36 milliards d'euros** de dividendes en 2009 et **40 milliards en 2010** versés aux actionnaires du CAC 40 et déjà l'annonce de bénéfices en hausse de 10 % sur le premier semestre 2011.

**La jeunesse revendique un droit à l'avenir !**

Les plans d'austérité touchent de plein fouet les peuples européens et particulièrement la jeunesse.

Nous sommes la première génération à avoir la certitude de vivre moins bien que celle de ses parents, mais nous refusons de rester spectateurs et pensons que la jeunesse peut changer les choses. En tant que jeune, nous aspirons à un avenir, qui ne peut être garanti que par :

- l'autonomie intellectuelle, c'est à dire la capacité pour chacun, lycéen ou étudiant, d'être acteur de sa formation.

- l'autonomie financière, c'est à dire la capacité pour chacun de pouvoir prendre un logement autonome, de se nourrir, de se déplacer et d'accéder à la culture.

- l'accès pour tous à un emploi stable et de qualité.

Pour ces raisons, l'UNEF et l'UNL appellent l'ensemble des jeunes à lutter contre le plan d'austérité au côté des salariés le 11 octobre.

**Participons massivement aux manifestations du mardi 11 octobre.**

**En Seine Maritime :**

**Rouen :** 10 h 30, place Cauchoise

**Le Havre :** 10 h 00, parking Casino

**Dieppe :** 10 h 30, sous préfecture